

CLÉMENTINE

AUTAIN

L'AVENIR, C'EST L'ESPRIT PUBLIC

SEUIL

L'AVENIR,
C'EST L'ESPRIT PUBLIC

CLÉMENTINE AUTAIN

L'AVENIR, C'EST L'ESPRIT PUBLIC

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

ISBN 978-2-02-154671-2

© Éditions du Seuil, mars 2025

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

« Il y a assurément un autre monde, mais il est dans celui-ci. »

Paul Éluard

La dépossession

Leur fable

C'est une fable que l'on nous raconte sur tous les tons, sur toutes les ondes. *Le libre marché, c'est l'abondance et la démocratie*. À droite et sur les bancs des ministres à l'Assemblée nationale, je ne cesse d'entendre ce refrain appelant à *libérer les énergies*. Depuis la fin des années 1980, on nous assure que *la privatisation des services publics et la fin de l'assistanat vont mieux satisfaire nos besoins, assainir les comptes publics et mettre fin à la bureaucratie.* Car *les fonctionnaires sont des feignants et des privilégiés. Le privé fait mieux que le public. Il faut prendre modèle ! Faire plus avec moins ! Le monde marchand ouvre enfin la voie de la modernité et de la liberté. Le bonheur est dans la consommation, comme la réalisation de soi. Et puis, de toute façon,* « There is no alternative *» : la mondialisation nous oblige. Prenons garde à la fuite des capitaux ! Soyons compétitifs ! Et si le peuple ne comprend pas, le cercle de la raison s'imposera. Fin de l'histoire.*

Cette fable, plus personne n'y croit. Ou presque. Les grands gagnants de la dérégulation, les technocrates affairistes et les éditorialistes conformistes continuent de la ressasser, comme

le si méprisant président de la République. Mais ce récit résonne dans le vide. 87 % des Français·es estiment que nous sommes en déclin. Plus d'un·e sur deux a du mal à assurer les dépenses courantes[1]. Les reversements de dividendes surperforment pendant que le nombre de personnes vivant avec moins de 1 014 euros mensuels a dépassé les 5 millions[2]. Et comment ne pas voir que la croissance infinie sur une planète aux ressources limitées, c'est terminé ?

Nous ne nous berçons plus d'illusions, il leur reste donc à nous enfermer dans l'impasse. Néolibéralisme ou barbarie ? Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ? Nous sommes des millions à chercher l'issue de secours. Nous allons finir par la trouver. Nous le devons à nous-mêmes et aux générations qui suivront. L'impératif est là. Nul n'échappe à la dimension dramatique de notre époque marquée par le déclassement et la prolétarisation, y compris des cadres. La planète menace de devenir inhabitable. Le fascisme est à nos portes. Comment pouvons-nous laisser faire ?

L'esprit public est un fil pour comprendre ce qui a été détruit. Une porte d'entrée pour imaginer le monde d'après, à partir de ce qui s'invente déjà. Une part du récit pour fédérer les classes populaires rurales et urbaines, pour rassembler à gauche et dans le pays.

N'y cherchez pas philosophie purement idéaliste, sans matérialité. *L'esprit public* n'est pas une idée en l'air mais un processus de production. Il suppose de nouveaux lieux et de

1. « Fractures françaises », enquête annuelle Ipsos-Sopria Steria, décembre 2024.

2. Observatoire des inégalités, « Rapport de la pauvreté en France », 2024-2025.

nouvelles méthodes de fabrication des sécurités sociales et des services publics. Il nécessite la création d'emplois non délocalisables pour satisfaire des besoins non couverts aujourd'hui et répondre aux défis de l'avenir. Pour les penser et les mettre en œuvre en impliquant la population, il requiert d'autres formations et règles pour l'élite d'État ainsi qu'un changement dans le profil des élu·es.

État des lieux

Au point de départ, des scènes s'accumulent dans ma tête. Comme un embouteillage. Un tourbillon de colère et de rage. Elles se déroulent en Seine-Saint-Denis, dont je suis députée[1], où nous payons le prix fort de la déchéance du public.

Au collège des Mousseaux à Villepinte, un enseignant me rapporte ce que d'autres me répéteront par la suite : « tous les néotitulaires qui débutent ici pleurent la première semaine en salle des profs ».

Coincée comme une sardine dans le RER B, une nouvelle fois à l'arrêt en raison de sa vétusté et faute de personnels suffisants pour intervenir en cas de panne, une femme en larmes balbutie alors que je lui tends un mouchoir : « Je dois aller chercher ma fille à la crèche qui ferme dans cinq minutes, je vais encore arriver en retard, je n'en peux plus ! »

Au marché, une femme m'interroge : « Pourquoi le délai est-il si long pour divorcer ? Je ne suis pas en conflit avec mon futur ex-mari ! » Chez nous, il faut plus de dix mois pour passer

1. Depuis 2017, j'ai l'honneur d'être élue de la 11e circonscription de Seine-Saint-Denis, des villes de Sevran, Tremblay et Villepinte.

devant le juge pour un divorce par consentement mutuel, contre deux ou quatre dans des départements voisins. Les tribunaux sont saturés, mais pas partout avec la même intensité.

À Aulnay-sous-Bois, je partage le désarroi des ouvriers qui ont parfois plus de trente ans d'ancienneté dans l'entreprise MA France, sous-traitante du géant de l'automobile Stellantis, placée en liquidation judiciaire en une semaine. Parce qu'on fait moins cher en Turquie. La puissance publique est aux abonnés absents face aux ravages des délocalisations. Pendant ce temps, Stellantis a vu ses dividendes augmenter de 16 % en 2023.

Dans une réunion avec des agents territoriaux, Abdenor qui travaille dans un centre de loisirs monte en régime, la voix éraillée : « C'est le ras-le-bol général ! On nous demande d'être des exécutants sans penser nos tâches. Ils veulent qu'on vienne travailler sans cerveau ou quoi ? »

À ma permanence parlementaire, la maman d'Adam, un enfant qui présente des troubles autistiques sévères, me lance dans un cri mêlé de colère et de désespoir : « Pourquoi mon fils n'a pas droit comme les autres ? » La référente handicap de la mairie n'a pas été remplacée, son fils n'a pas pu être inscrit au centre de loisirs, contrairement aux trois années précédentes. Adam s'est retrouvé privé de sociabilisation pendant l'été, avec les conséquences difficiles que l'on imagine – ou plutôt que l'on n'imagine pas – pour les parents contraints de prendre intégralement en charge leur fils autiste pendant deux mois.

À ma permanence encore, qui finit par ressembler à une maison France Services, une femme victime de violences conjugales me demande de l'aide pour partir vivre ailleurs avec ses trois enfants. Là, tout de suite, Myriam en a le courage mais n'a aucune solution de logement. Elle a appelé le 115, toqué à de nombreuses portes. En vain. Je m'adresse

aussitôt à la préfecture qui me répond : « nous sommes vraiment désolés mais on ne peut rien faire, tout est archiplein ». Ce jour-là, j'ai envie de hurler dans le téléphone, je réplique sèchement à mon interlocutrice qui n'y est pourtant pour rien : « Je dois donc dire à cette dame de retourner chez elle avec un numéro de dossier en attendant qu'un service daigne, dans les semaines, les mois, les années qui viennent, lui trouver une solution d'hébergement pour qu'elle puisse quitter son mari violent et se mettre hors de danger. Vous savez qu'en attendant, il peut la tuer ce soir, demain, après-demain ? »

Ce que j'entends, ce que je ressens, c'est une forme de saturation. Qui prend une tournure nouvelle. Aujourd'hui, un homme peut cracher au visage d'un agent dans une administration. Ce genre de violences, qui va de l'insulte à l'empoignade physique, n'a plus rien d'exceptionnel. En 2022, juste avant que Pôle emploi ne devienne France Travail, les agents ont signalé plus de 14 000 incivilités ou agressions à leur encontre, soit 56 par jour ouvré[1]. Ce qu'il faut entendre, c'est le rejet de l'État qui ne protège pas, de la paperasserie et des normes qui submergent, d'institutions qui engendrent de la dévalorisation de soi, parce que l'on échoue dans le système scolaire ou que l'on se sent humilié à devoir sans cesse justifier sa situation pour obtenir telle ou telle aide sociale… À tel point que nous devrions nous inquiéter sérieusement de toutes celles et ceux qui renoncent à leurs droits, par méconnaissance ou résignation, tant le phénomène est massif.[2]

1. Information rapportée par RMC qui s'est procuré le document, 25 mai 2023.

2. Plus de 70 % des Français·es en situation de précarité ne réclament pas les aides sociales auxquelles ils et elles pourraient prétendre, selon la

Les personnel.les de la fonction publique subissent le retour de bâton de mécanismes institutionnels qui ne relèvent pas de leur responsabilité. Et les voici eux-mêmes de plus en plus en *burn out*. Ce sont les deux facettes d'un même mal. Côté usager, l'insatisfaction et l'impression de plus en plus souvent d'être maltraité, méprisé, déclassé. Côté personnel, la difficulté à honorer correctement ses missions, le manque de reconnaissance et l'épuisement. Et au total, un grand perdant : ce qui crée du commun, du soin et du lien.

Partout, des ravages

Me voici à Pamiers, dans l'Ariège, faisant le tour de cette ville de 16 000 habitants où me sont racontées les fermetures de bureaux de poste ou de classes d'écoles[1]. Le sentiment d'abandon décrit par les gens que nous croisons résonne avec ce que j'entends chez moi. La désindustrialisation a entraîné la dégradation des services publics et la disparition des petits commerces. Ces phénomènes se traduisent d'un côté par des villes-dortoirs, de l'autre par la désertification. Des deux côtés, domine ce satané sentiment d'abandon. Où est la puissance publique ?

Me voici en Bretagne, dans la ferme de Keredem à Tredarzec dans les Côtes-d'Armor[2]. La tempête Ciaran a fait des dégâts considérables dans les champs, sur le matériel agricole.

---

plateforme Mesallocs – 35 % de non-recours pour le RSA, 53 % pour la prime d'activité (*Le Parisien*, 18 juin 2022).

1. Avec mon ancien collègue, Michel Larive.
2. Avec ma collègue députée, Muriel Lepvraud.

Ici, ce sont près de 25 000 euros de chiffre d'affaires qui vont s'évaporer au printemps. Et nous le savons : ce genre de catastrophes va se démultiplier avec le dérèglement du climat. Alexandre raconte son inquiétude, sa colère, son amertume de n'avoir toujours pas reçu, près de deux mois après l'intempérie dévastatrice, les aides promises par le gouvernement. L'administration est même incapable de donner une échéance de versement alors que, sans soutien immédiat, certaines des fermes aux alentours peuvent mettre la clé sous la porte. Comme si l'État se fichait de la fragilité financière extrême de tant d'agriculteurs, à la mission pourtant vitale : nourrir la population. Comme si le public, précisément chargé de la protection et de la cohésion, était lui-même en état de catastrophe et d'incapacité.

Me voici à Bernay dans l'Eure, où je suis venue manifester derrière une banderole en défense des « services publics ». Très souvent menées de façon sectorielle, les luttes sont ici unies. Nous traversons la sous-préfecture en marchant de l'hôpital, dont certains services sont menacés de disparition, à l'école, promise à la fermeture. Plus de 200 personnes défilent à l'appel des syndicats, en présence des partis de gauche et écologistes. Là comme ailleurs, le combat continue mais on se demande si on n'est pas devenus des Don Quichotte se battant contre des moulins à vent tant qu'une alternative d'ensemble n'est pas au pouvoir.

Me voici en discussion avec un ami vivant dans la Drôme qui me raconte qu'à Die, un bébé est mort-né faute de prise en charge à temps. Enceinte de huit mois, Céline a été saisie de crampes intestinales et de vertiges liés à une hémorragie. Alors qu'elle saignait et se tordait de douleur, elle a appelé les secours qui ont mis plusieurs heures à arriver. Une

sage-femme a fini par débarquer en hélicoptère, en provenance de Valence. Quand elle ausculte Céline, le cœur de l'enfant a cessé de battre. Si les secours n'étaient pas si débordés, si la maternité de Die n'avait pas été fermée et qu'elle avait eu un bloc opératoire, les parents seraient arrivés en dix minutes et le bébé aurait pu sortir vivant vingt minutes plus tard[1]. Le nombre de femmes en âge de procréer se trouvant à plus de trois quarts d'heure d'une maternité a plus que doublé en vingt ans. Quand on sait qu'un temps de trajet de plus de quarante-cinq minutes pour accoucher double le taux de mortalité du nourrisson[2], comment ne pas s'alarmer[3] ?

La décrépitude du public fabrique un sentiment d'abandon et d'injustice, et ce sont les catégories sociales les plus modestes, les campagnes et sous-préfectures en déclin, les banlieues populaires éloignées des métropoles qui en pâtissent le plus fortement. La débrouille, l'entraide dans le village ou le quartier prennent souvent le relais des défaillances publiques[4]. Fêtes de village, bals, repas de quartier, rencontres *via* les réseaux sociaux, solidarité familiale, création d'associations

1. *La Dépêche*, 9 mars 2019.

2. Le taux brut (à la naissance) et le taux de mortalité périnatale (moins de sept jours après).

3. Un débat agite les spécialistes concernant la répartition des maternités sur le territoire. Faut-il de plus grosses structures, moins nombreuses mais plus sécures ? Ou de petites unités au plus près des habitant·es mais moins bien dotées en matériels pour faire face à chaque situation ? Ce dont je suis sûre, c'est que le taux de mortalité infantile a augmenté entre 2014 et 2017, surtout lors de la première semaine de vie, alors qu'il baisse dans tous les pays de l'Union européenne. Quelque chose doit changer ! Cela mérite un débat national.

4. Benoît Coquart, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2022.

ou de clubs de loisirs… tout ne se réduit pas à l'isolement ou à la surveillance par des « voisins vigilants ». Prenons toutefois garde à ne pas saluer cette créativité pour, au fond, mieux détourner le regard des inégalités et marginaliser l'éloignement du public qui contribue à un effondrement tendanciel des relations sociales, des lieux où se retrouver, où être aidé. Quand les usines ferment, que l'atomisation des lieux de travail domine, que les collectifs dans l'emploi se distendent, que l'école du village ferme après le bureau de poste, que les espaces sportifs se détériorent à mesure que les petits cinémas sont remplacés par de lointains multiplexes, que les bistrots et les petits commerces disparaissent… le ressentiment peut alors prendre le dessus, et le vote, devenir un espace de vengeance sociale que le RN oriente vers la détestation des prétendus « parasites[1] » et la haine raciste[2].

Besoin de nous

Notre société est malade du *nous*[3].

Je ne parle pas d'un *nous identitaire*, porteur du rejet de l'autre avec une vision fantasmée de la nation. Non, rien à voir avec ce projet d'extrême droite, fondé sur l'exclusion et l'inégalité. Raison pour laquelle Marine Le Pen et ses amis ne cherchent pas à réparer l'espace commun mais, comme l'a encore dit la présidente du Rassemblement national

1. Michel Feher, *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national*, La Découverte, 2024.

2. Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires : enquête sur la normalisation d'extrême droite*, Seuil, 2024.

3. Bernard Stiegler, *Aimer*, *s'aimer*, *nous aimer*, Galilée, 2008.

récemment à la tribune de l'Assemblée nationale, à « dégraisser l'État[1] ». L'opportunisme caractérise l'extrême droite et la conduit aujourd'hui à se donner parfois l'air de défendre nos hôpitaux ou nos écoles. Elle profite de la dépolitisation ambiante et de la complaisance d'une partie de plus en plus importante des classes dominantes pour avancer masquée. Car ne nous y trompons pas : le programme du RN ne propose pas de sortir notre société de la marchandisation généralisée, et donc d'apporter des solutions à nos besoins quotidiens. Son projet est de baisser drastiquement les impôts, et donc de détruire plus encore nos services publics et protections sociales, tandis que la stigmatisation des fonctionnaires reste l'une de ses marques de fabrique. Ce qui relève du bien public n'est pas son affaire. Liberté des marchés financiers et contrôle social de la population : voilà le rôle assigné à l'État dans le projet de l'extrême droite.

Le nouveau président de l'Argentine, Javier Milei, avait d'ailleurs symbolisé sa campagne électorale en 2023 avec une tronçonneuse, prête à sabrer dans les dépenses publiques. La victoire de Donald Trump aux États-Unis montre à quel point l'alliance de l'ultra-libéralisme et des solutions autoritaires peut être galvanisée par l'éloge le plus décomplexé des dominants, avec le racisme et le sexisme en bandoulière, et les Accords de Paris pour le climat à la poubelle. Dans une telle vision du monde, le commun passe à la trappe, au pilon.

Quand le RN rabâche « on est chez nous » ou « ils ne sont pas chez eux », c'est pour affirmer qu'en excluant les

1. Dans son intervention en discussion générale sur le budget de l'État pour 2025 à l'Assemblée nationale, 22 octobre 2024.

immigrés, les musulmans, nous vivrons mieux[1]. Pour lui, la solution de protection réside dans la préférence nationale, pas dans l'extension de la Sécurité sociale et des services publics. Or ce n'est pas en chassant les étrangers et en s'enfermant à double tour dans nos frontières que la population peut vivre mieux. Faire croire que l'on améliore la vie de celles et ceux qui ont peu en s'en prenant à plus fragiles encore est un leurre. Et une violence, comme la défense de l'ordre des sexes et des sexualités. Ce parti pris est à mille lieues de nos principes républicains, malheureusement si vidés de leur substance[2] que le RN peut désormais s'y référer et même se voir intégré à son arc par une grande partie de l'establishment, qui autrefois les combattait. Ce *nous identitaire*, sexiste, xénophobe, homophobe, n'en reste pas moins la colonne vertébrale de l'extrême droite, historiquement et internationalement. Il se porte bien aussi parce qu'il est dopé par des médias « bollorisés » et un brouillage des repères politiques. Et je suis toujours accablée de voir, dans un même immeuble quand je fais du porte-à-porte, comment des personnes qui travaillent dur pour un maigre salaire peuvent s'en prendre à leurs voisins de palier qui ont la peau noire, sont d'origine arabe et/ou de confession musulmane et vivent, ou sont supposés vivre, avec des minima sociaux. Le RN a réussi à imposer son récit qui divise à l'intérieur des catégories populaires au lieu de les souder autour de leurs intérêts communs. Au fond, son *nous identitaire* est l'antithèse du *nous*.

1. Étienne Ollion et Michaël Fœssel, *Une étrange victoire, l'extrême droite contre la politique*, Seuil, 2024.

2. Clémentine Autain, *Les Faussaires de la République*, Seuil, « Libelle », 2022.